

Etablissement :

Université de Perpignan Via
Domitia

Localisation : Tous sites UPVD d'enseignement et de recherche

**Identification de l'emploi
à publier :**

Nature : **MAST 50%**
Section(s) CNU : 01

Composante : Faculté Droit et sciences
économiques
Unité de recherche : **CDED YS**

Profil court (si différent de l'intitulé de la section CNU) :

DROIT PRIVÉ ET SCIENCES CRIMINELLES

Job profile : brève synthèse de quatre lignes en anglais comprenant les coordonnées de la composante qui publie le poste, le profil du poste (2 lignes max.)

DROIT PRIVÉ ET SCIENCES CRIMINELLES

PROFIL DETAILLE :

Volet Enseignement

➤ Filières de formation concernées :

Le professionnel associé assurera dans les **diplômes nationaux de la faculté de droit et des sciences économiques** de l'UPVD, notamment dans les masters JPP et DAF, des enseignements en relation étroite avec l'exercice de son métier afin de faire profiter les étudiants de son expérience et de son environnement professionnel.

➤ Objectifs pédagogiques et besoin d'encadrement :

Le profil de la personne recrutée privilégiera le volet « droit judiciaire » principalement dans le *master Justice, procès et procédures*, mais également dans le *master de droit des affaires*.

Le professionnel recruté doit être en mesure de dispenser les enseignements très professionnels : procédures civiles d'exécution, introduction au style et à l'éloquence judiciaire, introduction à la déontologie des professions judiciaires ou encore l'éthique des affaires dans le master éponyme.

Le professionnel recruté devra participer activement à la recherche de stages pour les étudiants et à l'encadrement de leurs travaux.

Le professionnel recruté devra également permettre à la faculté DSE de conserver et de développer ses réseaux au sein du monde judiciaire et juridique.

Volet Recherche :

Le professionnel associé sera rattaché au laboratoire de recherche de la faculté DSE, le Centre de droit économique et du développement Yves Serra (CDED Yves Serra, UR n° 4216). Il participera à l'ensemble des activités scientifiques du laboratoire.

Contacts Enseignement :

Département d'enseignement : Section 01 de droit privé et sciences criminelles

Lieu(x) d'exercice : Un des trois campus de la faculté (Perpignan Mailly). Le recours à ce professionnel associé sur des campus autres ne pourrait intervenir que dans l'intérêt du service.

Nom directeur de composante ou département : M. Sylvain CHATRY, doyen de la faculté DS

Tel directeur de composante ou département :

Email directeur de composante ou département : doyen-dse@univ-perp.fr

URL directeur de composante ou département : <https://sie.univ-perp.fr/>

Contact Recherche

Lieu(x) d'exercice : Un des trois campus de la faculté (Perpignan Mailly). Le recours à ce professionnel associé sur des campus autres ne pourrait intervenir que dans l'intérêt du service.

Nom directeur unité de recherche : Pr. Jean-Marc Moulin

Responsable local UPVD :

Tel directeur unité de recherche :

Email directeur unité de recherche : jean-marc.moulin@univ-perp.fr

URL unité de recherche : <https://www.univ-perp.fr/recherche/structures-de-recherche/cdedys>

Descriptif unité de recherche : Centre de droit économique et du développement Yves Serra (Équipe d'accueil n° 4216)

Le Centre de droit économique et du développement *Yves Serra* est un laboratoire dont les recherches portent pour l'essentiel sur les effets de levier de l'économie sur le système juridique.

Cet axe historique rassemble des travaux qui interrogent, de manière diverse, la transformation continue de ce que l'on peut appeler par : *Le droit économique*.

Les recherches s'inscrivent nettement dans une perspective ouverte, qui s'appuie aussi sur les travaux des économistes et des historiens du droit.

Transcendant la distinction droit public/droit privé, on y trouve des recherches portant sur le droit de la concurrence, le droit des affaires, le droit fiscal et financier mais aussi des études sur l'influence de l'environnement ou encore sur le développement des territoires et les nouvelles formes de régulation sociale.

Les recherches prennent aussi parfois une tonalité plus sectorielle avec une focale par exemple sur les effets des technologies numériques sur les pratiques juridiques en quête d'efficacité.

D'autres abordent plus largement les conséquences démocratiques des transformations des entreprises et des institutions publiques nationales ou internationales.